



Cadre de  
programmation-pays de l'ACDI  
pour le **BANGLADESH**

2003-2008



© CIDA/Nancy Durrell McKenna

**Cadre de programmation-pays  
de l'ACDI pour  
le **BANGLADESH**  
2003-2008**

**Agence canadienne de développement international (ACDI)**  
200, promenade du Portage  
Gatineau (Québec) K1A 0G4  
Canada

Téléphone :  
(819) 997-5006 / 1 800 230-6349 (sans frais)  
Ligne pour les malentendants et les personnes ayant des  
difficultés d'élocution :  
(819) 953-5023 / 1 800 331-5018 (sans frais)

Télécopieur : (819) 953-6088  
Site Web : [www.cida.gc.ca](http://www.cida.gc.ca)  
Courriel : [info@acdi-cida.gc.ca](mailto:info@acdi-cida.gc.ca)

Juin 2006

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada 2006

No de catalogue CD4-36/2006  
ISBN 0-662-49273-0

Photo de la page couverture : © ACDI/Wendell Phillips

Imprimé au Canada

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>POURQUOI LE BANGLADESH ?</b>	<b>4</b>
<b>CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT</b>	<b>7</b>
Réalizations du Bangladesh	8
Défis	9
• Croissance	9
• Gouvernance	10
• Égalité entre les sexes	10
• Santé et éducation	11
• Environnement	12
L'ACDI au Bangladesh	12
<b>PROCHAINES ÉTAPES</b>	<b>16</b>
Programmation future	16
• Améliorer la prestation des services de santé	16
• Rehausser la qualité de l'éducation de base	17
• Renforcer la gouvernance	17
• Appuyer le développement du secteur privé	18
Exécution du programme	18
<b>CONCLUSION</b>	<b>21</b>



© ACDI/Wendell Phillips

# INTRODUCTION

Le présent document est une version officielle du cadre de programmation-pays (CPP) 2003-2008 pour le Bangladesh qui a été en partie mis à jour afin de suivre l'évolution de la politique canadienne de coopération au développement, ainsi que la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) 2005 du Bangladesh.

Le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres et les plus densément peuplés de la planète. Formé en 1971, ce nouveau pays s'est efforcé de bâtir une économie saine en dépit d'importants obstacles dont un système d'éducation déficient, un taux de natalité élevé, une vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les inondations et les cyclones, un climat politique instable ainsi qu'une propension à la corruption.



Toutefois, en l'espace d'une génération, le pays a abaissé son taux de natalité, amélioré sa situation aux chapitres de la santé et de l'éducation et atteint une autosuffisance tangible dans la production de riz. La croissance économique, stimulée par de fortes exportations et d'importants envois de fonds, a contribué à réduire la pauvreté. Le gaz naturel est devenu une importante ressource naturelle en plus de ses sols fertiles et des eaux abondantes de son delta. Le Bangladesh participe activement aux affaires internationales. Le pays possède l'un des plus grands secteurs d'organisations non gouvernementales (ONG) au

monde. Son secteur bénévole est reconnu pour son professionnalisme et sa programmation novatrice.

Le CPP 2003-2008 de l'ACDI pour le Bangladesh, qui a pour but la réduction de la pauvreté et le développement durable, appuie trois objectifs qui se renforcent mutuellement, à savoir : le développement social (la santé et l'éducation), la gouvernance et le secteur privé. Ces objectifs font fidèlement écho aux priorités de développement de la SRP du Bangladesh et aux Objectifs de développement du millénaire (ODM).



©ACDI/Nancy Durrell McKenna

# POURQUOI LE BANGLADESH ?

Le Canada a défini le Bangladesh comme l'un des 25 pays partenaires du développement, lesquels forment un groupe de pays où le Canada concentrera la majeure partie de ses programmes d'aide bilatérale. Le Bangladesh a été choisi en raison du niveau de ses besoins, de sa capacité à utiliser les fonds d'aide de manière judicieuse et de la capacité du Canada à contribuer au développement du pays. Le Bangladesh a été l'un des plus grands bénéficiaires de l'aide du Canada au cours des trois dernières décennies.

En dépit de sa pauvreté, le Bangladesh a réalisé des progrès notables depuis sa création en tant que pays indépendant, en 1971. Il a augmenté les revenus de la population et apporté des améliorations marquées dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la production alimentaire. Le Bangladesh vient tout juste d'approuver une stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) qui prend appui sur ces réalisations et vise à renforcer la gouvernance et la

## LE BANGLADESH : APERÇU

Capitale : Dhaka  
Superficie totale : 144 000 km<sup>2</sup>  
Population : 140 millions d'habitants  
Densité de la population : 949 personnes/km<sup>2</sup>  
Religion : population à 88 % musulmane  
Gouvernement : démocratie parlementaire  
Dernières élections parlementaires : 2001  
PIB par habitant : 440 \$US (2004)  
Taux de croissance du PIB : 5,4 % (2005)  
Service de la dette : 1,3 % du PIB (2003)  
Taux de croissance de la population : 1,5 % (2004)  
Espérance de vie : 62,8 ans  
Taux d'alphabétisation des adultes : 41 %  
Dépenses de santé en pourcentage du PIB : 0,8 % (2002)  
Dépenses dans l'éducation en pourcentage du PIB : 2,4 % (2000-2002)  
Dépenses militaires en pourcentage du PIB : 1,2 % (2003)





gérance de l'environnement. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) cote désormais le Bangladesh comme un pays de développement humain moyen, ce qui contraste avec son statut officiel de pays figurant parmi les pays les moins avancés (PMA). Le Bangladesh prend également sa place sur la scène mondiale. Il fait partie des pays qui fournissent le plus grand nombre de Casques bleus aux Nations Unies. Ses liens commerciaux avec le Canada prennent de l'ampleur, notamment du fait de l'initiative 2003 du Canada visant à élargir l'accès aux marchés d'exportation pour les PMA. Un Bangladesh fort et prospère pourrait grandement favoriser les intérêts du Canada en Asie méridionale.

## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU MILLÉNAIRE

Les Nations Unies ont établi huit Objectifs de développement du millénaire, qu'elles ont l'intention d'atteindre d'ici 2015 :

1. Éradiquer la pauvreté extrême et la faim.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous.
3. Promouvoir l'égalité entre sexes et renforcer l'autonomie des femmes.
4. Réduire la mortalité infantile.
5. Améliorer la santé maternelle.
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.
7. Assurer un environnement durable.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.



## CADRE DE PROGRAMMATION-PAYS 2003-2008 POUR LE BANGLADESH : APERÇU

Contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable au Bangladesh en appuyant le développement social, la gouvernance et le secteur privé.

Objectif et secteurs prioritaires	Résultats escomptés
<p><b>Développement social :</b> Améliorer la prestation de services de santé et d'éducation de qualité adaptés aux besoins des pauvres, en particulier des femmes et des enfants, et accroître leur accès à ces services.</p>	<p><b>Santé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des systèmes de santé grâce à une amélioration de la capacité du gouvernement, des ONG et des institutions privées à dispenser ces services.</li> <li>• Amélioration de la santé génésique, de la santé des mères et des enfants et de leur état nutritionnel, et accès élargi à la planification familiale.</li> <li>• Accès accru à des services de soins de santé primaire de qualité pour les pauvres, plus particulièrement les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables.</li> </ul> <p><b>Éducation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du système d'éducation de base par un renforcement de la capacité administrative des institutions gouvernementales, publiques et non gouvernementales.</li> <li>• Accès plus équitable à l'éducation de base par des taux d'inscription scolaire et de rétention scolaire plus élevés, et réduction des écarts entre les filles et les garçons.</li> <li>• Amélioration de la qualité de l'éducation de base (matériel didactique, formation des enseignants et apprentissage en classe, installations).</li> </ul>
<p><b>Gouvernance :</b> Améliorer l'élaboration des politiques et la réforme réglementaire de certaines institutions privées et publiques choisies et relier plus directement la gouvernance à la réduction de la pauvreté.</p>	<p><b>Gouvernance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la capacité d'institutions gouvernementales à formuler leurs politiques, à les mettre en œuvre et à dispenser leurs services d'une manière transparente, responsable et qui tienne compte des spécificités, en mettant plus particulièrement l'accent sur les pauvres.</li> <li>• Renforcement de la capacité d'organisations de la société civile, des médias et de groupes du secteur privé à collaborer efficacement avec le gouvernement et à assurer une prestation de services responsable et adaptée aux besoins.</li> <li>• Renforcement de la capacité du gouvernement et de la société civile à promouvoir et à protéger les droits de la personne et la primauté du droit, en mettant plus particulièrement l'accent sur les droits des femmes, des enfants et d'autres groupes vulnérables.</li> </ul>
<p><b>Développement du secteur privé :</b> À moyen terme, essayer de lever les contraintes qui entravent le développement des petites et moyennes entreprises (PME) en augmentant leur accès aux services financiers et aux services de renforcement des capacités et en améliorant le cadre réglementaire qui les régit.</p>	<p><b>Développement du secteur privé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de l'environnement porteur au Bangladesh afin qu'il appuie la croissance durable et équitable des PME.</li> <li>• Accès élargi des PME aux marchés multilatéraux, régionaux et bilatéraux, surtout des entreprises gérées par des femmes, en les intégrant au système commercial mondial.</li> <li>• Amélioration de l'emploi, des possibilités de générer un revenu et d'avoir accès à des moyens de subsistance durables; augmentation du nombre de PME viables favorisant les pauvres et de la part de marché des entreprises détenues aussi bien par des hommes que par des femmes en favorisant l'entrepreneuriat ainsi que l'accès à des services de financement et d'expansion des entreprises.</li> </ul>

*La gouvernance, l'égalité entre les sexes et l'environnement doivent être intégrés à tous les programmes et à tous les projets.*

# CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT

Comprenant une population de 140 millions d'habitants, le Bangladesh est le plus peuplé des 49 pays qui, selon la définition des Nations Unies, représentent les pays en développement les moins avancés. Il est également l'un des pays les plus pauvres de la planète. Son revenu par habitant s'élève à 440 dollars américains et la moitié de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté. Au cours des douze dernières années, le Bangladesh a obtenu de meilleurs résultats que la plupart des autres PMA au chapitre du développement économique et social. Il a atteint une stabilité macroéconomique avec un taux de croissance du produit intérieur brut qui s'élève en moyenne à 5 % par an. L'incidence de la pauvreté a décliné lentement, mais de façon constante. Des progrès considérables ont été

réalisés aux niveaux de la santé, de l'éducation et du bien-être social.

Le Bangladesh est une démocratie parlementaire fondée sur le suffrage universel et les élections tenues en 1991, 1996 et 2001 ont été hautement pluralistes. Le pays possède une société civile dynamique, des ONG qui figurent probablement parmi les plus fortes au monde, un secteur privé qui se développe rapidement ainsi qu'une presse libre et qui s'exprime ouvertement. La gouvernance, pour sa part, affiche des points forts indéniables ainsi que d'importantes lacunes. Les solides résultats obtenus au chapitre de la réduction de la pauvreté, le rôle actif de la société civile et une gestion compétente des réformes forment une solide combinaison sur laquelle peut reposer l'avenir.

## PLAN DU BANGLADESH POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

La Stratégie de réduction de la pauvreté du Bangladesh pour 2005, intitulée *Unlocking the Potential : National Strategy for Accelerated Poverty Reduction* (réaliser son potentiel : stratégie nationale de réduction accélérée de la pauvreté) vise à atteindre une croissance économique particulièrement profitable aux pauvres. Fondées sur les ODM, ses priorités sont les suivantes :

- 1) l'emploi
- 2) la nutrition
- 3) une éducation de qualité, surtout pour les filles
- 4) la gouvernance locale
- 5) la santé maternelle
- 6) l'accès à l'assainissement et à une eau salubre
- 7) la justice criminelle
- 8) la surveillance des résultats

Parmi les domaines d'action prévus, figurent la mise en œuvre de politiques économiques de soutien; la priorité accordée au secteur rural, à l'agriculture et aux microentreprises; l'amélioration des filets de sécurité sociale tels que l'assistance sociale pour les pauvres; l'amélioration du développement humain (santé et nutrition, éducation, eau et assainissement); la participation accrue des pauvres aux politiques et aux programmes qui les touchent; la réduction de la corruption; le renforcement de la gouvernance locale; l'amélioration de la prestation de services permettant de répondre à des besoins fondamentaux; et la gestion de l'environnement.



© ACDI/Wendell Phillips

## Réalisations du Bangladesh

Le Bangladesh a atteint une croissance et une stabilité économiques solides au cours des dix dernières années. La combinaison de plusieurs facteurs essentiels, soit une gestion financière améliorée, un déficit budgétaire en baisse, un fardeau soutenable de la dette, un régime commercial ouvert et une libéralisation des opérations de change, a préparé le terrain en vue d'une réduction importante de la pauvreté. La rapide croissance économique du Bangladesh a aidé à réduire son taux de pauvreté d'environ 1 % par an depuis 1990. Le Bangladesh est nettement moins dépendant de l'aide étrangère, qui est passée de 7 % du produit national brut en 1990 à 2,7 % en 2003. La SRP du pays pour 2005 vise la croissance économique, le développement social et l'amélioration de la gouvernance. L'analyse de la SRP prend en compte la nature multidimensionnelle de la pauvreté au Bangladesh; elle essaie de prendre appui sur les gains antérieurs, de mettre fin aux dérapages et de concentrer les efforts sur la mise en œuvre.

Le secteur privé offre des possibilités qui favorisent une croissance économique à large assise. Le Bangladesh possède quelque 27 000 entreprises de taille moyenne et 150 000 petites entreprises, les plus petites d'entre elles étant principalement possédées par des femmes. Ces entreprises contribuent de manière importante à l'emploi et à la fabrication manufacturière, notamment par la croissance remarquable des exportations de vêtements prêt-à-porter (13 % en 2005). Bon nombre de Bangladais, principalement des travailleurs migrants au Moyen-Orient, ont contribué à la croissance tout aussi capitale des envois de fonds ou argent envoyé par les travailleurs migrants dans leur pays d'origine; la valeur de ces envois dépasse désormais 3 milliards de dollars américains par an.

Le potentiel de production et la qualité de vie au Bangladesh continuent d'augmenter grâce aux avancées réalisées dans la santé et l'éducation. Outre la réduction marquée du taux de croissance de la population, la baisse des taux de mortalité infantile et postinfantile a été telle qu'elle figure

parmi les déclinés les plus rapides observés dans les pays en développement. Les taux d'alphabétisation ont augmenté de façon régulière depuis 1981. Le Bangladesh a réalisé de nets progrès au chapitre de l'éducation de base : les filles ont sensiblement rattrapé leur retard par rapport aux garçons au niveau de l'enseignement primaire et l'on s'attend à ce que le Bangladesh atteigne l'ODM de l'éducation primaire universelle d'ici 2015.

## Défis

Malgré ces progrès, le Bangladesh est toujours confronté à des défis de taille dans l'atteinte de ses principaux objectifs en matière de développement.

**Croissance :** Le Bangladesh devra améliorer sa compétitivité s'il veut que toutes ses possibilités de croissance économique soient mises à contribution. Dans l'ensemble, il appert que le climat d'investissement du pays présente toujours d'importantes failles. Les microentreprises et les petites entreprises sont de plus en plus nombreuses; toutefois, de nombreux obstacles continuent de freiner leur croissance, dont les lacunes du régime juridique et réglementaire, le manque d'accès au crédit et aux technologies de l'information et des communications, ainsi que la faiblesse de la gestion. Le secteur du vêtement a joué un rôle important dans la croissance économique et l'emploi, surtout pour les femmes. Toutefois, l'Arrangement multifibres



© ACIDI/Nancy Durrell McKenna

ayant pris fin en janvier 2005, ce secteur est confronté à de nouveaux défis, plus particulièrement la farouche concurrence de la Chine et de l'Inde. Étant donné que le secteur industriel cherche de plus en plus à se diversifier et à s'intégrer à l'économie mondiale, il devra s'appuyer sur des compétences accrues, les innovations technologiques et une meilleure infrastructure matérielle.

**Gouvernance:** Le Bangladesh est une démocratie parlementaire mais son Parlement est largement dysfonctionnel. On observe une détérioration de l'ordre public et, ces dernières années, les manifestations et les attaques à la bombe ont augmenté en fréquence. On peut rattacher la détérioration de l'ordre public à une arène politique hyperconcurrentielle, à une corruption croissante, au

crime organisé, à la violence politique et religieuse et à des carences au sein des services judiciaires. Le Bangladesh doit assurer une plus grande indépendance et une plus grande transparence des fonctions législative, exécutive et judiciaire de son gouvernement afin de garantir une plus grande liberté politique et économique ainsi que le respect des droits de la personne, surtout des femmes, des pauvres et des groupes les plus vulnérables. On conteste peu le fait qu'une gouvernance améliorée et attentive à la lutte contre la corruption est essentielle à une croissance accrue et à la mise en œuvre d'une stratégie efficace de réduction de la pauvreté.

**Égalité entre les sexes:** En dépit des récents progrès réalisés aux chapitres de l'accès au crédit,

### Perspectives d'avenir des Bangladaises

#### En 1971

- Aucun accès à l'éducation primaire.
- Travail non payé au sein d'un cercle familial clos; ne possédaient aucun compte bancaire.
- Ne votaient pas ni ne se présentaient aux élections.

#### En 2006

- Nombre égal de filles et de garçons à l'école primaire et de nombreuses filles accèdent à l'enseignement secondaire.
- Accès généralisé au microcrédit et à leurs propres comptes d'épargne; dirigent éventuellement leur propre entreprise ou travaillent dans une manufacture de vêtements.
- Se prévalent de leur droit de vote, bon nombre sont élues localement et quelques-unes siègent au Parlement.



© ACDI/Wendell Phillips



© ACDI/Wendell Phillips

de l'éducation et de la représentation politique, l'égalité entre les sexes reste une entrave importante au développement au Bangladesh. On constate d'importants écarts entre les femmes et les hommes eu égard à l'état de santé, à l'éducation, à l'alphabétisme, aux revenus et à la participation politique. La loi et les coutumes favorisent toujours une discrimination à l'endroit des femmes et les attitudes dominantes continuent à influencer les pratiques institutionnelles, les relations familiales ainsi que la vie communautaire. Les droits des femmes, surtout en ce qui concerne le mariage, le divorce, la garde des enfants et les successions, ne sont pas égaux à ceux des hommes. En outre, les femmes ne connaissent pas les droits dont elles peuvent actuellement disposer et ne peuvent par conséquent les exercer. La violence physique et sexuelle, les mariages précoces, les conflits sur la dot et les agressions à l'acide sont des expériences courantes pour de nombreuses femmes.

**Santé et éducation :** Le Bangladesh a amélioré de manière remarquable certains indicateurs sociaux et de santé; toutefois, il reste certains défis à relever. Les taux de mortalité maternelle demeurent très élevés. Le taux de mortalité parmi les filles de moins de cinq ans est plus élevé que celui des garçons d'environ un tiers. La moitié des enfants souffrent d'insuffisance pondérale et la malnutrition touche plus sévèrement les filles, tendance qui va en s'accroissant. Le taux d'alphabétisation se maintient à plus ou moins 41 % parmi les adultes (les femmes et les personnes vivant dans les régions rurales affichent les plus faibles niveaux d'alphabétisation). En ce qui concerne l'éducation de base, des progrès ont été réalisés au niveau des taux d'inscription scolaire, les filles atteignant la parité; toutefois, les taux de décrochage des filles et des garçons sont toujours élevés, ces derniers se situant à plus de 40 %. Bien que les partenariats se soient améliorés entre le gouvernement et des ONG



œuvrant dans le domaine de l'éducation primaire, la qualité demeure une sérieuse préoccupation : des études révèlent que près du tiers des étudiants quittent l'école primaire sans avoir acquis des compétences de base.

**Environnement :** Le Bangladesh est un pays de faible altitude exposé à la mer et vulnérable aux cyclones et aux inondations. Il a toujours connu d'importantes difficultés de nature environnementale. Les changements climatiques qui se manifestent à l'échelle planétaire donneront lieu à des menaces environnementales de plus en plus répandues; entre autres, ils augmenteront le nombre de régions sujettes aux inondations et causeront des sécheresses plus fréquentes. La surveillance météorologique et les systèmes d'alerte rapide ont été renforcés. La multiplication des infrastructures défensives telles que les endiguements le long des côtes et des cours d'eau a également contribué à atténuer les effets des catastrophes naturelles. Malgré ces efforts, il reste que les collectivités pauvres sont souvent les premières victimes des catastrophes naturelles. Une population en constante croissance exerce des contraintes sur l'eau, la terre et les forêts et pollue davantage. Les fortes concentrations d'arsenic des eaux souterraines constituent toujours un problème de taille pour la santé publique.

## L'ACDI au Bangladesh

En 2004, le Canada comptait parmi les quatre principaux donateurs bilatéraux au Bangladesh. Par l'entremise de l'ACDI, le Canada a travaillé avec le Bangladesh à titre de principal partenaire du développement depuis 1971; en mars 2005, le Canada a consacré quelque 2,4 milliards de dollars aux programmes d'aide de gouvernement à gouvernement. Les efforts de coopération en matière de développement qui ont fait suite à l'indépendance du pays ont commencé par des travaux de reconstruction; ils ont ensuite porté sur l'agriculture, la gestion des ressources en eau et le développement de l'économie rurale. En 1999, l'ACDI a réorienté sa programmation pour se concentrer sur les besoins humains fondamentaux et la gouvernance, ses priorités actuelles. Le CPP 2003-2008 est par conséquent axé sur le développement social (santé et éducation), la gouvernance et le développement du secteur privé.

L'ACDI fournit un appui important au Bangladesh par l'entremise d'organisations multilatérales telles que la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des

## QUELQUES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DU PROGRAMME ACTUEL ET PASSÉ DE L'ACDI AU BANGLADESH :

- Assistance à la gestion de l'eau, l'électrification rurale et la diversification agricole, qui a contribué à la transformation du Bangladesh et lui a permis de passer d'une situation de pénurie de vivres chronique à une quasi-autosuffisance eu égard à la production de riz.
- Appui à la réduction de la pauvreté, volet par lequel l'ACDI – qui a été l'un des premiers donateurs à appuyer des ONG locales – a aidé à sortir de la pauvreté des millions de femmes vivant en régions rurales, et ce, en leur offrant des services de crédit et des cours de formation leur permettant de diriger des entreprises, d'occuper des postes de direction, de lire et d'écrire.
- Participation avec le gouvernement au programme multidonateur sur la santé et la population, qui a contribué à la réduction du taux de croissance de la population et à l'amélioration des indicateurs sur la santé.
- Participation, conjointement avec la plus grande ONG bangladaise, BRAC, au programme d'éducation primaire informelle, qui a permis à plus d'un million d'enfants des régions rurales, dont la moitié sont des filles, de recevoir un enseignement primaire.
- Participation avec le gouvernement au programme d'éducation primaire formelle réunissant plusieurs donateurs, qui permettra d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé à 17,5 millions d'élèves de sexe masculin et féminin, au niveau primaire.

Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population afin de mettre en œuvre des activités touchant la santé et la nutrition, l'éducation de base, la protection de l'enfance, l'aide alimentaire et des activités génératrices de revenus. L'ACDI a également fourni une aide par le truchement du Fonds canadien de développement pour le changement climatique, qui a aidé des collectivités locales à s'adapter aux effets du réchauffement de la planète. En outre, l'ACDI appuie les initiatives d'organisations bénévoles canadiennes et d'ONG locales dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, le développement communautaire et le développement du secteur privé.





# CONVERGENCE DES STRATÉGIES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT : LE CANADA AU BANGLADESH

Priorités canadiennes en matière de coopération au développement	CPP pour le Bangladesh	Projets échantillons
<p><b>Gouvernance</b> : démocratisation, droits de la personne, primauté du droit, renforcement des institutions du secteur public, prévention des conflits, consolidation de la paix, réforme du secteur de la sécurité.</p>	<p><b>Gouvernance</b> : accroître l'efficacité de la prestation des services publics dans des secteurs clés, notamment la santé et l'éducation, par l'entremise d'approches sectorielles réunissant plusieurs donateurs; renforcer la capacité d'institutions publiques sélectionnées et de la société civile dans les domaines que sont la réforme juridique, l'accès à la justice, la sensibilisation aux droits de la personne, les droits des femmes, les droits des enfants, ainsi que la participation du public à la gouvernance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les projets, notamment les approches sectorielles et les approches-programmes</li> <li>• Réforme juridique</li> <li>• Projet élections justes et réformes institutionnelles</li> <li>• Recherche et analyse de politiques — Banque du Bangladesh</li> <li>• Orientation et promotion des politiques en faveur de l'égalité entre les sexes – Phase II</li> </ul>
<p><b>Santé</b> : prévention et contrôle des maladies transmissibles à prévalence élevée liées à la pauvreté; renforcement de la capacité des systèmes de santé; amélioration de la santé des nourrissons et des enfants; amélioration de la santé sexuelle et génésique et réduction de la mortalité maternelle; renforcement de la sécurité alimentaire.</p>	<p><b>Santé</b> : renforcer la capacité du gouvernement et de la société civile à améliorer la santé et la nutrition, en mettant plus particulièrement l'accent sur la santé des femmes, la santé génésique et la nutrition des enfants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de réforme en matière de santé et de population (approche sectorielle)</li> <li>• Projet de soins de santé communautaires</li> <li>• Soutien institutionnel au Centre international de recherches sur les maladies diarrhéiques, Bangladesh</li> <li>• Vérification de la technologie environnementale – Projet sur l'atténuation de l'arsenic</li> </ul>
<p><b>Éducation de base</b> : amélioration de la qualité, de la sécurité et de la pertinence de l'éducation de base, y compris l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle; élimination des obstacles qui empêchent de combler l'écart entre les sexes dans le domaine de l'éducation; l'éducation en matière de prévention du VIH/sida; éducation des filles et des garçons dans les situations de conflit ou d'urgence ou après un conflit.</p>	<p><b>Éducation de base</b> : renforcer la capacité du gouvernement et de la société civile à augmenter le taux d'inscription et le taux de rétention des filles et des garçons au niveau primaire et améliorer la qualité de l'enseignement primaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet d'appui au secteur de l'éducation (approche-programme)</li> <li>• Programme d'éducation de BRAC (approche-programme)</li> <li>• Amélioration de la qualité de l'éducation (approche-programme)</li> <li>• Éducation de base à l'intention des enfants qui travaillent</li> </ul>

Priorités canadiennes en matière de coopération au développement	CPP pour le Bangladesh	Projets échantillons
<p><b>Développement du secteur privé :</b> instauration d'un environnement favorable; promotion de l'entrepreneuriat; amélioration de l'accès aux marchés.</p>	<p><b>Développement du secteur privé :</b> promouvoir l'emploi autonome, le perfectionnement des compétences et l'accès aux possibilités de financement et de formation pour les pauvres des régions rurales et urbaines.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la Fondation Palli Daridro Bimochon (fondation pour l'élimination de la pauvreté rurale)</li> <li>• Repousser les frontières de la réduction de la pauvreté (BRAC)</li> <li>• Recherche en matière de commerce et élaboration de politiques (Centre for Policy Dialogue)</li> </ul>
<p><b>Durabilité de l'environnement :</b> réduire l'impact des changements climatiques; s'attaquer à la dégradation des terres; favoriser l'approvisionnement en eau douce et l'assainissement; se pencher sur les incidences environnementales de l'urbanisation; promouvoir les accords environnementaux mondiaux.</p>	<p><b>Durabilité de l'environnement :</b> thème important qui est abordé directement (amélioration de la gestion de l'eau, atténuation de la contamination à l'arsenic des sources d'approvisionnement en eau) et qui est également pleinement intégré à toutes les activités de développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les projets</li> <li>• Réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques</li> </ul>
<p><b>Assurer l'égalité entre les sexes :</b> recoupe toutes les priorités précitées en assurant une participation plus équitable à la prise de décisions, en améliorant la capacité des filles et des femmes à pleinement faire valoir leurs droits et en promouvant une plus grande égalité des femmes concernant l'accès aux ressources et aux avantages du développement ainsi que le contrôle sur ces derniers.</p>	<p><b>Égalité entre les sexes :</b> thème important qui est abordé directement (amélioration des services de santé à l'intention des femmes, renforcement des organisations offrant des services aux femmes et défendant leurs droits, initiation des jeunes femmes à la vie quotidienne) et qui est également pleinement intégré à toutes les activités de développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les projets</li> <li>• Fonds femmes et développement</li> </ul>

# PROCHAINES ÉTAPES

## Programmation future

Les priorités de programme de l'ACDI pour le Bangladesh en 2003-2008, à savoir, le développement social (santé et éducation), la gouvernance et le développement du secteur privé, correspondent étroitement aux besoins formulés par le Bangladesh dans sa SRP. Elles sont également parfaitement alignées sur les engagements internationaux du Canada tels que les ODM fondés sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé et de l'éducation, la durabilité de l'environnement et l'égalité entre les sexes. Enfin, elles sont totalement conformes aux politiques étrangères et de coopération au développement du Canada qui ont déterminé pour l'ACDI les priorités de programme suivantes : promouvoir la bonne gouvernance, améliorer la santé, renforcer l'éducation de base, appuyer le

développement du secteur privé et promouvoir la durabilité de l'environnement. L'égalité entre les sexes est un thème transversal qui devrait influencer les approches utilisées pour mettre en œuvre la programmation dans tous les secteurs prioritaires.

Les priorités de programme de l'ACDI se concentrent sur les objectifs suivants :

### *Améliorer la prestation des services de santé*

Championne de longue date des soins de santé au Bangladesh, l'ACDI continuera à améliorer la santé des Bangladais en renforçant la capacité du système de santé national, en améliorant la prestation et la qualité des services de soins de santé essentiels et en élargissant l'accès à ces derniers, surtout les femmes et les enfants. Plus précisément, l'ACDI se concentrera sur la santé génésique et la planification familiale, la santé maternelle et



© ACDI/Wendell Phillips



© ACDI/Wendell Phillips

infantile, la nutrition, les maladies infectieuses telles que la tuberculose et le VIH/sida, ainsi que l'empoisonnement chronique à l'arsenic. Elle appuiera également la mise en œuvre de recherches opérationnelles dans ces domaines. La programmation tiendra compte des priorités plus générales du programme sectoriel dirigé par le gouvernement sur la santé, la nutrition et la population, et appuiera le renforcement des capacités du gouvernement ainsi que la programmation communautaire.

### ***Rehausser la qualité de l'éducation de base***

L'amélioration de la qualité de l'éducation de base est un enjeu essentiel pour l'avenir du Bangladesh. L'ACDI continuera à appuyer des initiatives mises en œuvre par le gouvernement et la société civile pour améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation de base au Bangladesh, ainsi que l'accès à cette dernière. Pour ce faire, l'ACDI aura recours à des approches-programmes multidonateurs et ce, aussi bien pour l'éducation

formelle qu'informelle. Une attention particulière sera portée aux groupes défavorisés, notamment les populations rurales pauvres, la main-d'œuvre infantile urbaine et les adolescentes. De nouvelles initiatives dans des domaines complémentaires tels que l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle et l'éducation de la petite enfance pourraient être envisagées.

### ***Renforcer la gouvernance***

La bonne gouvernance est essentielle à l'instauration d'un développement durable, équitable et à large assise au Bangladesh. Ce thème prioritaire touche tous les secteurs, à l'instar de l'égalité entre les sexes. L'ACDI appuiera le développement de la bonne gouvernance au sein d'institutions de base des secteurs public et privé, afin de les aider à renforcer leurs compétences techniques et de gestion; l'Agence insistera plus particulièrement sur une transparence et une imputabilité accrue. L'ACDI appuiera la démocratisation afin de créer un cadre plus ouvert et participatif facilitant



© ACDI/Wendell Phillips

aussi bien l'expression des libertés individuelles que le développement du secteur privé. Les secteurs de programmation pourraient inclure l'amélioration des institutions et des pratiques démocratiques, l'établissement de systèmes juridiques et judiciaires plus transparents, ainsi que la promotion et le respect de la primauté du droit et des droits de la personne, surtout ceux qui touchent les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables.

#### ***Appuyer le développement du secteur privé***

Permettre au secteur privé de se développer pleinement est fondamental pour parvenir à une réduction durable de la pauvreté. L'ACDI appuiera des initiatives visant à créer un environnement porteur ainsi qu'une croissance durable et équitable (p. ex. par la mise en œuvre de réformes réglementaires et le renforcement des capacités en matière de gestion économique et financière). D'autres priorités visent, entre autres, à promouvoir l'entrepreneuriat des petites et moyennes entreprises (PME), à accroître l'accès des femmes et des personnes démunies aux

marchés, et à fournir une aide liée au commerce. L'ACDI travaillera avec des organismes de réglementation du gouvernement, des associations commerciales, des PME, des entrepreneures et des ONG.

#### **Exécution du programme**

À mesure qu'elle élabore et met en œuvre ses programmes, l'ACDI devra en renforcer l'exécution. Les programmes devront s'inspirer de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement de 2005 ainsi que du document intitulé *Le Canada contribue à un monde meilleur – énoncé de politique en faveur d'une aide internationale plus efficace* publié par l'ACDI, en 2002. Ces deux initiatives placent l'efficacité de l'aide en tête des priorités et exigent une orientation plus stratégique des ressources d'aide ainsi qu'une gestion plus efficace des programmes et des activités d'aide.

L'ACDI fait participer d'autres ministères pour veiller à ce que des politiques canadiennes clés, telles que celles régissant le commerce, la santé,

la justice et l'environnement, appuient les objectifs du programme d'aide. Par exemple l'amélioration de l'accès aux marchés pour les Bangladais promulguée en janvier 2003 a bénéficié à l'économie, tout comme la décision de pousser plus avant le déliement de l'aide (notamment d'utiliser le mécanisme des appels d'offres internationaux pour des marchés d'approvisionnement). Justice Canada met actuellement en œuvre la partie A du Projet de réforme juridique avec le ministère de la Justice du Bangladesh, laquelle prévoit mettre à jour le système de rédaction juridique, la commission du droit ainsi que certains aspects du système de justice pénale.

L'ACDI collabore très étroitement avec le gouvernement du Bangladesh et d'autres donateurs. Traditionnellement, une réunion de coordination à haut niveau est organisée chaque année entre le gouvernement du Bangladesh et ses partenaires donateurs. Ce forum rassemble une trentaine d'organisations et de pays donateurs en vue d'un dialogue des politiques sur toute une gamme d'enjeux importants.

Les donateurs et les représentants du gouvernement se rencontrent fréquemment dans le cadre d'un groupe consultatif local complémentaire. Ce dernier réunit un certain nombre de groupes de travail sectoriels dans



© ACDI/Wendell Phillips

## VERS UNE MEILLEURE COORDINATION DES DONATEURS

Dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), la communauté internationale s'est engagée à prendre un certain nombre de mesures pour améliorer l'efficacité de l'aide et appuyer les efforts des pays partenaires pour renforcer la gouvernance et améliorer leurs résultats sur le plan du développement. Les initiatives multidonateurs de grande envergure qui appuient des programmes locaux en cours d'exécution représentent la meilleure occasion de coordonner les activités des donateurs, d'harmoniser les pratiques d'aide et de maximiser la prise en charge locale du développement.

L'ACDI se joint à des consortiums de donateurs et de partenaires locaux dans le cadre d'un vaste éventail de projets. Au Bangladesh, l'ACDI participe de plus en plus à des initiatives destinées à appuyer des programmes nationaux visant la santé et la nutrition, la réforme juridique, l'éducation de base, l'environnement et la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes pauvres. En outre, l'ACDI participe à des initiatives mises en oeuvre avec des organisations non gouvernementales locales dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la santé, de l'éducation de base, du développement du secteur privé et de l'aide aux victimes d'agressions à l'acide.

Les partenariats forgés dans le cadre de ces programmes multidonateurs requièrent une étroite collaboration pour harmoniser les pratiques, telles que le déblocage de fonds d'aide ou les exigences en matière d'établissement des rapports. Bon nombre d'activités, par exemple les études, l'approvisionnement, la surveillance et l'évaluation, sont entreprises conjointement, ce qui permet de réduire les coûts et de libérer des fonds pour répondre à des besoins en matière de programmation.

des domaines tels que la santé, l'éducation, la pauvreté, l'énergie, la lutte contre le VIH/sida, l'agriculture, la gouvernance, l'environnement et l'égalité entre les sexes. Le but consiste à améliorer l'efficacité et la coordination, à alléger les fardeaux administratifs et à réduire les risques au minimum.

L'ACDI, conjointement avec la plupart des autres donateurs, cherche désormais à mettre en oeuvre une approche plus complète et plus durable en matière de développement, fondée sur cinq principes clés : des partenariats renforcés, la prise en charge locale, l'amélioration de la coordination des donateurs, la cohérence des politiques et la mise en oeuvre d'une approche axée sur les résultats. L'ACDI favorisera les liens intersectoriels, une cohérence accrue ainsi que la création d'une synergie dans le cadre de son programme pour le Bangladesh. L'Agence tentera, si cela est approprié, de travailler selon un mode intégré – par l'entremise d'approches sectorielles et d'approches-programmes – avec le gouvernement, la société civile, d'autres donateurs bilatéraux et des organisations multilatérales. Dans le cadre de ce changement d'orientation privilégiant un dialogue accru sur les politiques et une plus grande harmonisation, l'ACDI appuiera quelques grandes initiatives entraînant des répercussions à l'échelle nationale et une durabilité à long terme.

# CONCLUSION

Le Bangladesh est un pays à faible revenu confronté à de nombreux défis sur le plan du développement. Néanmoins, ses progrès constants, à un rythme modéré sur la voie de la réforme qui lui permettent d'aborder des enjeux sociaux et économiques d'une manière démocratique et dans un cadre de plus en plus participatif en font un exemple à suivre dans la région et par ses pairs du groupe des pays les moins avancés. Un développement social continu, une bonne gouvernance, une plus grande transparence et une croissance dirigée par le secteur privé, comme il est proposé dans ce cadre de programmation, bénéficieront non seulement aux femmes et aux enfants, aux pauvres et aux groupes les plus vulnérables, mais contribueront également à accroître la stabilité régionale et à promouvoir des valeurs importantes aux yeux des Canadiens, telles que la paix et la sécurité, la prospérité et l'emploi, la justice sociale et l'équité.

